

Vœux de Hollande, vœux du MEDEF

En 2014, on a vu que le président a pris une résolution : assumer sa relation discrète... avec le patronat.

Depuis son élection, il avait déjà montré une forte affinité, avec le crédit d'impôt de 20 milliards aux entreprises, l'Accord National Interpro qui légalise le chantage à l'emploi... Mais avec le pacte de responsabilité qu'il vient d'annoncer, reprenant tel quel le pacte de confiance proposée par le MEDEF en novembre, ça devient fusionnel. De quoi rendre jaloux l'UMP qui s'est écrié « C'est notre politique ! C'est le programme de Nicolas Sarkozy » !

Qu'y a-t-il dans ce pacte ? Rien moins que la suppression de 30 milliards de cotisations patronales, c'est-à-dire une partie du salaire qu'ils nous paient pour financer la sécurité sociale. Et pour compenser, ça tombe bien la TVA (taxe qui augmente les prix) vient d'augmenter ! En clair, au lieu d'un paiement par les patrons, on passe à une ponction sur nos budgets à tous. Cette *fiscalisation* de la sécu a un autre but : en finir avec ce pot commun arraché aux capitalistes en 1945, et qui est en partie contrôlé par les syndicats. L'État pourra tailler dans la sécu plus facilement. Tout cela revient à la TVA sociale de Sarko, que le PS avait dénoncé et annulé !

Les autres ne veulent pas être en reste : le ministre du budget a ajouté qu'il allait supprimer une partie des 150 taxes sur les entreprises. Voilà la simplification dont ils parlaient... non il ne s'agissait pas de simplifier les demandes d'APL ou de bourses des jeunes !

Ce gouvernement mime le précédent, car il se soumet à la même pression du système : course à la compétitivité, dette publique payée aux capitalistes pour financer les capitalistes... Au NPA, nous voulons sortir de cette concurrence pour le profit qui ruine la société ! Les richesses doivent enfin être utiles : un revenu pour les étudiants, un vrai salaire pour les apprentis, des investissements dans l'éducation, l'écologie... Il n'y a que les jeunes et les travailleurs qui ont le pouvoir de le faire, en expropriant les grandes entreprises.

Dans l'immédiat, face à une telle lutte de classe, il faut commencer par se battre vraiment ! Il n'y a rien à négocier avec le gouvernement.

Julien Varlin, le 7 février 2014